



Date d'attribution : 2016-10-31
Contrat n° 35035-165058/001/CY
ROP 061-16
POR@PCO-BCP.gc.ca

Bureau du Conseil privé

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – onzième ronde de groupes de discussion

SOMMAIRE
novembre 2017

Ipsos, Affaires publiques

1, rue Nicholas, bureau 1400
Ottawa (Ontario) K1N 7B7
Tél. : 613.241.5802
Télécopieur : 613.248.7981
www.ipsos.ca

« This report is also available in English »



Déclaration de neutralité politique

J'atteste par les présentes, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution des marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits finaux ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, sur les préférences de partis politiques, sur les positions vis-à-vis de l'électorat ou sur l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge
Président
Ipsos, Affaires publiques

1 Résumé

Contexte et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre, ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles, de façon impartiale. Dirigé par la greffière du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à réaliser sa vision et à donner suite avec rapidité et efficacité aux enjeux avec lesquels le gouvernement et le pays doivent composer.

À titre de conseiller du premier ministre, le BCP réunit des avis et des renseignements stratégiques objectifs et de qualité pour appuyer le premier ministre et le Cabinet, y compris de l'information sur les priorités des Canadiens. À cette fin, le Secrétariat des communications et de la consultation du BCP aide le Cabinet du premier ministre à coordonner les communications gouvernementales et à établir les grands thèmes et messages de communication du gouvernement, conformément aux priorités gouvernementales établies par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également avec les secrétariats des politiques du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Pour s'acquitter de son mandat, le BCP a exigé un cycle permanent de collecte de données qualitatives afin de s'assurer qu'il dispose de représentations à jour des opinions des Canadiens sur les enjeux macro-économiques qui intéressent le gouvernement, comme leurs points de vue sur ce qui devrait être les priorités du gouvernement. De plus, la recherche sur l'opinion publique permet au gouvernement du Canada de mieux comprendre les nouvelles tendances et de mesurer le point de vue des Canadiens sur les principaux enjeux nationaux et initiatives stratégiques.

Par un cycle continu de groupes de discussion, le BCP acquiert une solide compréhension des points de vue des Canadiens en ce qui a trait aux enjeux les plus importants auxquels fait face le pays; leur perception de la meilleure façon dont le gouvernement fédéral peut régler ces problèmes; les attentes relatives aux mesures liées aux priorités du gouvernement; et des perspectives sur la façon dont le gouvernement peut communiquer le plus efficacement possible ses efforts pour faire face aux enjeux émergents. Ce type de recherche aide à éclairer l'élaboration de messages, de produits et de tactiques de diffusion pour répondre aux enjeux prioritaires. Elle permet aussi au gouvernement du Canada d'élaborer et de peaufiner des activités de communication pour répondre aux besoins particuliers des Canadiens au moyen de renseignements à jour et faciles à comprendre, en temps opportun, et fondés sur les perceptions actuelles des Canadiens dans les domaines requis.

Cette onzième vague de recherches qualitatives visait à recueillir les commentaires des Canadiens sur certains enjeux et domaines stratégiques importants pour le gouvernement du Canada. Les enjeux abordés, différents d'un endroit à l'autre, étaient les suivants. Voici quelques exemples de sujets couverts :

- les mesures du gouvernement du Canada
- un Canada créatif
- l'évaluation de l'environnement
- les zones extracôtières protégées
- La stratégie en matière de saine alimentation
- le contrôle des armes à feu
- l'immigration
- les voitures électriques

Aperçu de la méthode

Cette vague de recherche qualitative comprenait une série de 14 séances de discussion avec des participants canadiens âgés de 20 ans et plus, réalisées du 7 au 23 novembre 2017. Les séances ont toutes duré environ deux heures et se sont déroulées en soirée, la première séance dans chaque ville a débuté à 17 h 30 et la deuxième à 19 h 30. Ces séances ont eu lieu aux endroits suivants :

- le 7 novembre – Halifax
- le 9 novembre – Montréal
- le 14 novembre – North York
- le 22 novembre – Drummondville
- le 23 novembre – Peterborough
- le 27 novembre – Victoria
- le 29 novembre – Saskatoon

Au total, 12 participants ont été recrutés pour chaque séance afin de veiller à ce qu'au moins huit à dix participants y assistent. En tout, 125 personnes ont participé aux discussions. Tous les participants ont reçu une rétribution de 75 \$ pour avoir assisté aux séances des groupes de discussion. Le questionnaire de sélection a permis de s'assurer que les participants constituaient un échantillon représentatif des de la population générale, avec une bonne diversité quant au sexe, à l'âge, au niveau de scolarité et au revenu, ainsi que la composition du ménage. D'autres détails d'ordre méthodologique, y compris le questionnaire de recrutement détaillé, se trouvent en annexe du présent rapport.

Cette onzième vague de recherche fait partie d'un projet de recherche qualitative continue qui comprendra un total de 144 groupes de discussion qui se tiendront en plusieurs fois au cours de l'année civile 2017, avec l'option de renouveler le cycle de recherche pendant deux autres années. Le montant du contrat pour ce projet de recherche pour l'année civile 2017 est de 916 865,05 \$, TVH comprise.

Principales conclusions

Nouvelles du gouvernement du Canada - Bombardier

On a demandé aux participants de North York et de Montréal s'ils avaient entendu quelque chose dans l'actualité au sujet de Bombardier. Les participants de Montréal ont démontré qu'ils avaient une plus grande connaissance de la question que leurs homologues de North York. Les participants des deux villes semblaient reconnaître avec hésitation que, dans l'ensemble, l'entente C-Series avec Airbus était une bonne décision à la lumière des mesures prises par l'Administration du commerce international du département du Commerce des États-Unis. Les préoccupations des participants avaient tendance à mettre l'accent sur la préservation des emplois, certains se demandant si cette entente finirait par amener Airbus à déménager ses opérations ailleurs. Les participants de Montréal ont exprimé des préoccupations quant à la fermeture de l'usine régionale de production et aux incidences que cela aurait sur les emplois. Dans la plupart des cas, ceux de North York ont déclaré que l'accord avait été conclu pour régler la question des tarifs douaniers mis en place par les États-Unis.

Un Canada créatif

Les participants n'avaient pas entendu parler d'« un Canada créatif », mais ils connaissaient le volet Netflix de l'initiative. À l'extérieur du Québec, beaucoup ont aimé cette entente, car elle entraînerait un financement accru du contenu canadien. Ils estimaient que cela pouvait créer des emplois locaux et encourager les productions locales. Ils estimaient que l'investissement stimulerait l'industrie du divertissement et les secteurs qui l'appuient, créant des emplois locaux et ayant une incidence économique globale positive. Ceux qui sont moins réceptifs à ce nouveau cadre stratégique ont le plus souvent dit qu'il leur semblait injuste et qu'il créait un mauvais précédent pour d'autres types d'entreprises semblables qui exigeraient un traitement semblable à l'avenir. Ces participants s'inquiétaient également de l'incidence éventuelle de cet accord sur les entreprises locales qui ne bénéficient pas d'un traitement semblable. Ceux qui s'opposaient à l'entente avec Netflix étaient généralement d'avis que Netflix aurait beaucoup investi au Canada, peu importe l'entente, pour assurer sa part de marché. Certains participants francophones, particulièrement à Montréal, se sont également demandé si Netflix investirait effectivement dans le contenu français compte tenu de la taille relative du marché francophone.

Les évaluations environnementales

La plupart n'étaient pas au courant de ce qui s'était passé pendant une évaluation environnementale, mais pensaient qu'il pourrait s'agir d'activités comme la consultation de scientifiques, des analyses de coûts et une évaluation des risques pour l'environnement local. Certains pensaient que les motifs politiques pourraient être pris en considération, et les gens de Montréal estimaient que ce facteur, ainsi que le coût, étaient les facteurs les plus influents. Les participants étaient d'avis que les évaluations environnementales consistaient probablement à solliciter les commentaires de divers intervenants, des collectivités locales, des groupes autochtones, des tribunaux, des entreprises et de tous les paliers de gouvernement. Les participants supposaient qu'en matière d'évaluation environnementale, les décisions définitives étaient prises par le gouvernement fédéral.

À la question de savoir s'il y avait des changements à apporter au processus actuel, beaucoup étaient d'avis qu'une plus large consultation publique et une transparence accrue du processus d'évaluation s'avéreraient bénéfiques. Au cours d'un exercice portant sur les principaux facteurs à prendre en considération dans le cadre d'une évaluation environnementale, les participants ont souvent mis l'accent sur la viabilité à long terme des projets et sur les incidences potentielles sur la santé qu'ils pourraient avoir sur les Canadiens comme facteurs déterminants clés à prendre en considération.

Enfin, une liste a été fournie aux participants et on leur a demandé de choisir les facteurs les plus importants pendant le processus d'évaluation environnementale. Les *incidences indirectes sur l'environnement et la santé des projets, et non seulement de leur incidence directe, et rendre le processus plus transparent* sont les facteurs qui ont été les plus choisis.

Les communications officielles du gouvernement

Des groupes de Victoria, Saskatoon et Drummondville ont participé à une discussion sur les communications officielles du gouvernement. Presque tous les participants ont reconnu le logo du gouvernement du Canada, disant qu'il évoque des sentiments de fierté et de patriotisme. Parmi les autres façons dont les participants ont pu reconnaître les communications du gouvernement du Canada, mentionnons l'inclusion de « .gc.ca » dans une adresse URL, le symbole officiel sur le courrier reçu du gouvernement du Canada, notamment les enveloppes brunes, et la tonalité à la fin de toute communication audio. Le logo a été considéré comme une marque par le gouvernement du Canada, ce qui a accru la confiance que l'information fournie avec le logo était crédible.

Les zones extracôtières protégées

Zone de protection des habitats marins et *zone de conservation des habitats marins* sont les deux appellations qui ont été le plus souvent choisies par les participants. Ces deux options ont été choisies comme étant « marines » et représentaient la protection de l'ensemble de l'écosystème plutôt que seulement celle de la population des poissons. Ceux qui préféraient *zone de protection des habitats marins* disaient apprécier l'aspect autoritaire et ferme du terme « protection », tandis que ceux qui préféraient *zone de conservation des habitats marins* estimaient que le terme « conservation » sous-entendait une réadaptation active. Le titre *refuge pour l'habitat du poisson* n'était pas bien compris. *Zone désignée pour la protection de l'habitat du poisson* était perçu comme étant trop long et impliquait la protection d'un espace particulier plutôt que de l'écosystème global.

La salmoniculture à enclos ouvert

La plupart des participants avaient entendu parler et aimaient l'idée des salmonicoles, mais peu avaient entendu parler des salmonicultures à enclos ouvert. Ceux qui en avaient entendu parler n'étaient pas certains de la durabilité de la pratique, quelques participants ont émis des commentaires sur le pou du poisson. À la lecture d'une liste de critiques, les participants étaient surtout préoccupés par les déchets déposés dans l'eau et leur incidence éventuelle sur l'écosystème environnant, ainsi que par le risque de transmission de maladies aux populations de saumon sauvage. Lorsqu'on leur a demandé, les participants ont répondu être d'avis que la salmoniculture terrestre aiderait à protéger l'écosystème marin. Cependant, certains s'interrogeaient sur le coût pour les pisciculteurs et sur l'incidence que cela

pourrait avoir sur l'industrie. Certains ont suggéré une subvention gouvernementale pour ceux qui font la transition vers la salmoniculture terrestre.

La stratégie en matière de saine alimentation

Pour encourager des habitudes alimentaires saines, les participants de Montréal, de Peterborough et de Saskatoon ont dit que le gouvernement fédéral pourrait en faire plus, notamment en prenant des mesures pour réduire le prix des aliments sains et en faisant la promotion d'une alimentation saine au moyen d'initiatives d'éducation du public. La plupart d'entre eux ont fait référence à l'étiquette de la valeur nutritive lorsqu'ils font des choix alimentaires et ont accueilli favorablement l'idée d'apposer des étiquettes de mise en garde obligatoires sur les aliments, car l'information figurant sur ces étiquettes est utile pour les consommateurs.

On a ensuite présenté aux participants 8 étiquettes de mise en garde possibles et on leur a demandé de choisir la meilleure selon eux. Il n'y avait pas de consensus clair parmi les groupes, bien que les quatre principaux choix aient été les suivants.



Les participants trouvaient que les étiquettes étaient faciles à lire et faisaient en sorte que les gens s'arrêtaient, réfléchissaient et cherchaient plus d'information. Les participants de Saskatoon estimaient que l'étiquette 1 était une étiquette informative plutôt qu'une étiquette de mise en garde, tandis que ceux de Montréal pensaient qu'elle pourrait remplacer une étiquette de nutrition, car elle était déjà informative.

Lorsqu'on leur a demandé si les étiquettes pourraient cibler injustement les aliments riches en gras, en sucre ou en sodium, mais qui contiennent aussi des nutriments sains, la plupart ont convenu qu'ils utiliseraient les étiquettes comme système de classement plutôt que comme moyen de prendre des décisions d'achat finales. Certains étaient d'avis qu'il était injuste qu'un produit manifestement mauvais pour la santé puisse avoir un avertissement semblable à un autre produit ayant une meilleure valeur nutritive. Dans l'ensemble, les participants étaient d'accord pour dire que si c'était dans le produit, l'ingrédient devrait être déclaré, et le consommateur devrait décider ce qu'il juge être le mieux.

L'interdiction de la publicité destinée aux enfants était considérée par la plupart comme une bonne chose, bien qu'il y ait eu beaucoup moins d'appui pour l'interdiction de la publicité lors d'événements et d'activités sportives pour les enfants. Beaucoup étaient d'avis que les effets positifs de l'activité physique, rendus possibles par le parrainage, l'emportaient sur l'incidence de la publicité. Un certain nombre de participants ont indiqué qu'il appartenait aux parents de sensibiliser les enfants à une alimentation saine et de refuser de leur demander d'acheter un aliment qui est mauvais pour eux. Lorsqu'on les a interrogés au sujet d'une fourchette d'âge pour cette interdiction hypothétique, ceux de Saskatoon ont suggéré entre 11 et 13 ans, tandis que ceux de Montréal et de Peterborough disaient plutôt ceux d'âge secondaire (moins de 18 ans).

Le contrôle des armes à feu

La plupart des participants de Peterborough, Drummondville et Saskatoon ne se préoccupaient pas des lois sur le contrôle des armes à feu au Canada, et ils ont souvent fait remarquer qu'il s'agissait d'une question plus importante aux États-Unis. Ceux qui disaient s'en préoccuper estimaient que la violence armée était un problème dans les grands centres urbains, mais la plupart des Canadiens ordinaires n'étaient pas touchés.

Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que les lois actuelles sur le contrôle des armes à feu étaient efficaces et qu'aucun changement important n'était nécessaire. Lorsqu'on leur a présenté une liste de mesures possibles de contrôle des armes à feu, les participants estimaient que toutes étaient raisonnables et certains ont été surpris qu'elles ne soient pas déjà en place au Canada. Dans l'ensemble, les participants ne voyaient pas l'inconvénient d'appliquer de telles mesures.

L'immigration

Les participants de North York avaient une connaissance mitigée des catégories d'immigrants actuelles. De même, il n'y avait pas de consensus clair entre les participants sur les frais pour chaque catégorie d'immigrants. Les participants ont reçu le barème de droits actuel et ont ensuite été interrogés sur l'idée d'une augmentation de 150 \$ pour la catégorie du regroupement familial et les travailleurs qualifiés et d'une augmentation de 300 \$ pour la catégorie des gens d'affaires. Encore une fois, les réactions des participants étaient mitigées. Dans l'ensemble, les participants étaient à l'aise avec une augmentation pour les immigrants de la catégorie des gens d'affaires, mais certains étaient d'avis que si le Canada avait besoin de leurs compétences, il ne faudrait pas ajouter d'autres obstacles au processus d'entrée. Ceux qui n'étaient pas en faveur de l'augmentation des frais ont dit le plus souvent que le coût de la réinstallation au Canada, ainsi que le fardeau financier des familles pour subvenir aux besoins de leurs proches étaient suffisants. Cependant, lorsqu'on leur a demandé si des frais accrus pourraient aider à soutenir un plus grand nombre d'immigrants et permettre des délais de traitement plus rapides, la plupart étaient d'accord avec cette justification d'une augmentation des frais.

Les voitures électriques

Les gens de Halifax et de Peterborough ont participé à une discussion sur les voitures électriques. Aucun des participants de ces groupes n'était propriétaire d'une voiture électrique, la plupart ont donné comme raison le coût d'achat élevé des véhicules électriques et l'absence de bornes de recharge. On a ensuite demandé aux participants ce qu'ils pensaient des initiatives éventuelles du gouvernement fédéral visant à encourager les Canadiens à envisager l'utilisation de véhicules électriques, notamment l'amélioration des infrastructures pour voitures électriques, comme la construction de nouvelles bornes de recharge, l'établissement d'une cible à long terme pour l'interdiction de la vente de voitures à essence et un remboursement de la TPS lors de l'achat de voitures électriques. Selon les participants, il serait probablement plus utile de prendre des mesures pour améliorer l'infrastructure, bien que beaucoup se soient interrogés sur l'aspect pratique de la mise en œuvre de tels programmes. Une date d'élimination progressive a reçu un appui tiède. Ceux qui pensaient que c'était une bonne idée étaient d'avis que, si on leur donnait un préavis suffisant, cela pourrait fonctionner; ces participants ont souvent affirmé que le processus serait très lent, et la plupart présumaient que le gouvernement appuierait la transition de l'industrie pétrolière et gazière. Ceux qui s'opposaient à l'élimination progressive des

véhicules à essence estimaient soit que le gouvernement outrepassait ses pouvoirs, soit qu'il n'était tout simplement pas pratique de mettre un frein à cette mesure. Le remboursement de la TPS a suscité des réactions mitigées – les participants ont d'abord demandé en quoi cela profiterait à ceux qui ne peuvent tout simplement pas se permettre le prix de l'autocollant associé à un véhicule électrique. Les participants étaient plus réceptifs à l'option de remboursement de la TPS si elle s'appliquait aux véhicules d'un certain prix, car cela pourrait profiter à une plus grande partie de la population. De nombreux participants étaient d'avis que le passage aux voitures électriques était inévitable et faisait partie de l'évolution du transport, un peu comme le passage du cheval au moteur à combustion.

Remarque sur l'interprétation des constatations

La recherche qualitative est conçue pour révéler une vaste gamme d'opinions et d'interprétations plutôt que pour mesurer le pourcentage de la population cible qui a une opinion donnée. Ces résultats ne doivent pas être utilisés pour estimer la proportion numérique ou le nombre de personnes dans la population qui ont une opinion particulière parce qu'elles ne sont pas statistiquement prévisibles.

La recherche effectuée par les groupes de discussion sur les priorités du gouvernement vise à fournir une meilleure compréhension des points de vue des participants, ce qui vient souvent compléter les résultats quantitatifs recueillis dans le cadre d'une enquête. Les discussions permettent d'approfondir des questions clés qui ne peuvent être examinées de façon aussi détaillée avec la recherche quantitative. Ce type d'information est essentiel pour le rôle du Bureau du Conseil privé afin qu'il puisse conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.